Le journal de la CLAC-Montréal★Convergence des luttes anticapitalistes★Printemps 2019

# Le gazon est toujours plus vert là où il n'y a pas de frontières

**Quand on regarde une carte du monde, on voit que tous les territoires sont assignés à des États. Le côté idéologique de la chose ressort lorsqu'on pense au fait que ces cartes sont statiques, alors que la colonisation du territoire canadien, elle, est bien dynamique. Des pipelines aux barrages qui montent toujours plus au nord, une carte qui présenterait l'évolution des territoires effectivement occupés par les populations autochtones et les populations coloniales clouerait le bec à ceux et celles qui prétendent que le colonialisme est terminé.**

Plus encore, ces lignes sont tracées comme si les frontières étaient toujours protégées avec la même force. Alors que d'un côté les investissements, les profits et les marchandises circulent, de l'autre, celles et ceux qui produisent ces richesses sont de plus en plus fortement clouéEs sur leur territoire d'origine par les restrictions d'immigration. On l'a dit 100 fois, plus les conditions de travail sont difficiles dans un pays donné, plus le travail est profitable aux riches et plus les mécanismes d'exclusion des pays privilégiés seront forts. Que l'on pense, par exemple, au mur de Trump ou aux nombreuses tragédies où des centaines de migrantEs ont perduEs la vie dans la Méditerranée à cause des contrôles maritimes de plus en plus fréquents. Ces mécaniques révoltantes ne cessent de se développer alors que les lignes sur les cartes restent les mêmes, neutres et froides.

Quand on pense, entre autres, au programme des travailleurs et travailleuses migrantEs temporaires, on se rend compte que ce n'est même pas leur position géographique qui importe, mais leur contrôle. Les gouvernements veulent contrôler qui travaille et désire qu'ilLEs puissent être renvoyéEs à tout moment, surtout sans toucher les dispendieux programmes sociaux des travailleurs et travailleuses du Nord. Les gouvernements et leurs comptables peuvent faire des compromis à savoir s'ils est plus rentable de déplacer un travailleur mexicain de 150 livres ou les tonnes de concombres qu'il cueillera durant l'été, tant que le travailleur rentre chez lui pour ne pas empocher notre précieuse assurance-chômage. La volonté de contrôle se manifeste aussi dans la construction de prisons migratoires, pour « accueillir » ceux et celles qui oseraient défier ce contrôle. Pour le maintenir, les gouvernements de nos pays « civilisés » sont prêts à enfermer des enfants dans leurs « centres de détention juvénile ».

Cet enfermement est directement enchevêtré aux autres mécaniques racistes : les personnes autochtones représentent 27% des personnes emprisonnées dans les prisons fédérales canadiennes, alors qu'elles représentent 5% de la population totale. Le racisme vécu localement et la domination économique internationale se complète dans un cercle vicieux aux dépens de ceux et celles qui produisent les richesses et n'en tirent rien.

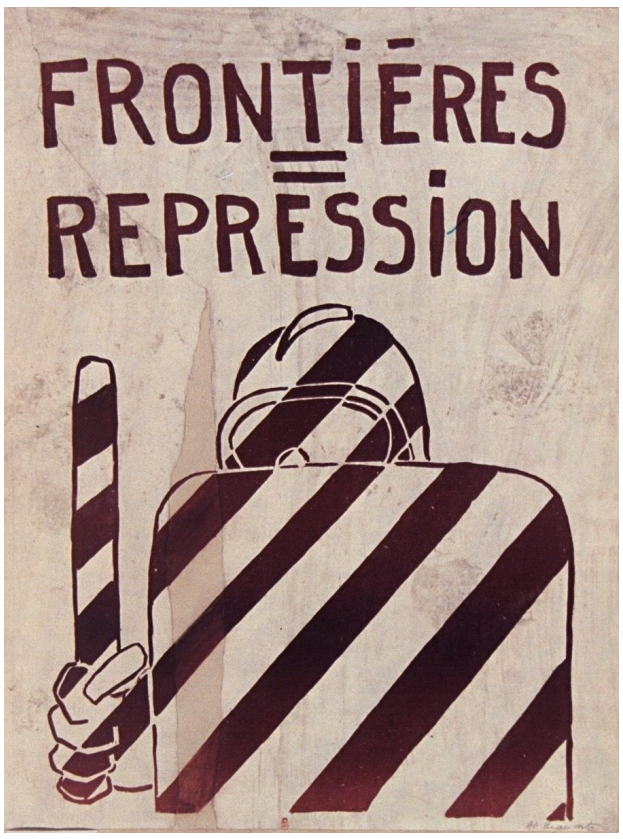
Cette année, pour le premier mai, il est temps de mettre en action notre solidarité par des actions concrètes contre ceux et celles qui bénéficient de ce système d'injustice. Les constructeurs de prisons, les investisseurs des projets coloniaux et des minières canadiennes ont pignon sur rue, ici à Montréal. Nous sommes ceux et celles qui produisent la richesse par notre travail, rémunéré ou non, ici comme au Sud et il est grand temps que ces richesses servent à enfin améliorer nos conditions de vie ! C'est dans nos villes que se transigent des billets rouges du sang de la domination mondiale et du racisme. Ne soyons plus complices par notre passivité. Déchirons les cartes et les frontières, renversons les États et le capital qui les renforcent et faisons enfin fuir les policiers et les agents frontaliers qui les protègent.

# Coup de semonce !

Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Printemps 2019


# The Grass is Always Greener in a World Without Borders

**When looking at a map of the world, one sees that territories have been assigned to states. The underlying ideology of this situation becomes clear when we think about how static these maps are, while the colonial project in so-called Canada is actually quite dynamic. From piplines to dams that reach further and further north, a map that would accurately depict the evolution of Indigenous and settler occupation of these territories would refute any pretentions that colonialism is over.**




Furthermore, these lines are drawn as if borders have always been enforced to the same degree. Meanwhile, profit circulates on one side of the border, while on the other side, immigration restrictions leave those who produce this wealth increasingly stuck in their territories of origin. It's been said a hundred times, the worse the working conditions in any given country, the more profitable this work is to the rich, and the stronger the exclusion mechanisms of priviledged countries become.

We can think, for example, of Trump's wall, or of the numerous tradgedies where increased naval controls have led hundreds of migrants to lose their lives in the Mediterranean Sea. These revolting mechanisms continue to develop while the lines on the map stay the same : cold and neutral.

When we think of the Temporary Foreign Worker Program (among others), we have to realize that this isn't about geography but control. Governments want to control who can work and when. They want workers who can

be fired at any time and who will have no access to the costly social programs that benefit workers in the Global North. Governments and their accountants want to know that it's as easy to move around Mexican workers as it is to move the cucumbers that these same workers pick in the summer. This desire for control is also apparent in the construction of migrant prisons, built to "welcome" anyone who might dare to defy this control. To maintain it, the governments of our so-called "civilized" countries are perfectly happy to lock up children.

This imprisonment is enmeshed with other racist systems. Indigenous people represent 27% of the federal prison population in Canada and only 5% of the total population. Local experiences of racism and international economic domination form a vicious circle at the expense of those that produce global wealth while receiving nothing in return.

This year, on May 1st, it's time to put our solidarity into practice, with concrete actions against those who benefit from this injust system. Those who build prisons, those who invest in colonial projects, and Canadian mining companies all have storefronts here in Montréal. We're the ones that produce wealth through our labour, whether it's paid or not. Here, as in the global South, it's high time that this wealth finally improve our living conditions. It's in our cities that money is traded, stained red by the blood of racism and global domination. Let's no longer let our passivity make us complicit. Let's rip up maps and borders, let's overthrow states and capital, and let's drive out the cops and border agents that protect them.

## ★ Table des matières


P. 1 Le gazon est toujours plus vert là où il n'y a pas de frontières
P. 2 The Grass is Always Greener in a World Without Borders
P. 3 Une nouvelle prison pour les migrantEs ?
P. 4 Alternatives to detention: why oppose these?
Pourquoi s'opposer aux alternatives aux détentions ?
P. 5 Who are the companies building the migrant prison?
P. 6 Lemay : l'argent des prisons, l'argent de la gentrification
P.7 Why abolish prison?
P.8 Pourquoi voulons nous abolir les prisons?
P. 9 Le Sud paie: changements climatiques et frontières
P. 10 Borders and the Far Right
P. 11 Bloquons le gouvernement raciste de la CAQ
P. 12 MayDay Call for Action by the IWW
P. 13 Les patrons ont toujours tort ! Bosses are always wrong !
P.14 Impliquez-vous à la CLAC
P. 15 Appel pour le 1er mai anticapitaliste de la CLAC

# Une nouvelle prison pour les migrantEs ?

**En ce moment-même, des migrantEs sont en prison juste à côté de nous dans une prison à Laval. Plutôt que de se poser la question s'il est normal d'enfermer des migrantEs, le gouvernement canadien travaille plutôt à leur construire des murs neufs. Une nouvelle prison, dédiée pour enfermer des familles, parents et enfants.**

**Quel est ce projet de nouvelle prison ?**

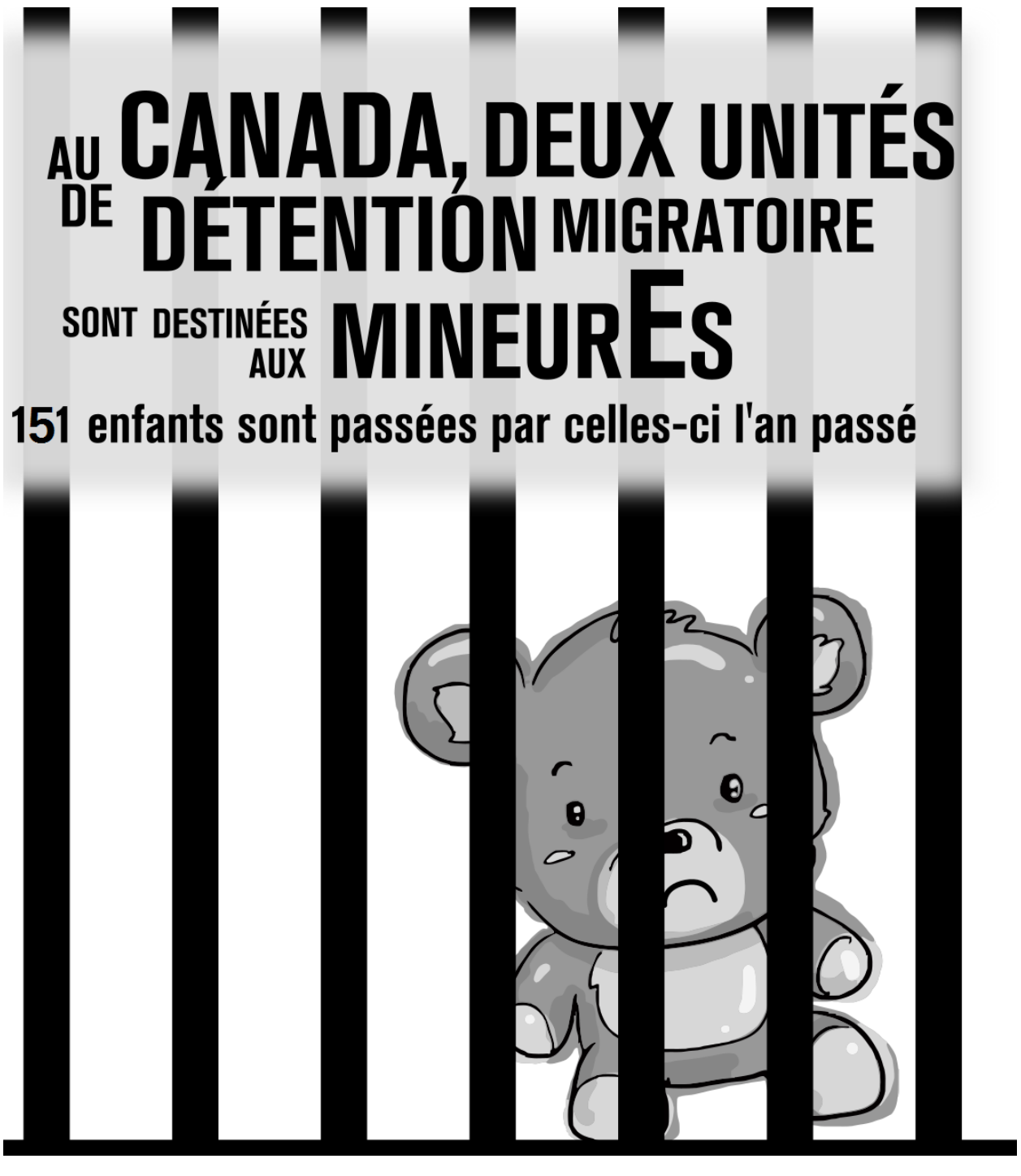
En effet, plutôt que d'investir 122 millions de dollars dans l'accueil des personnes migrantes, l'État préfère les dépenser dans deux nouvelles prisons ; une à Laval et une à Surrey, en Colombie-Britannique. L'objectif du gouvernement est d'ouvrir ces prisons pour 2021. Celle de Laval se trouverait sur le terrain de la prison Leclerc, à côté de la prison actuelle, et aurait la capacité d'emprisonner 158 personnes (au lieu de 144, présentement).

**Pourquoi le gouvernement initie-t-il ce projet ?**

Selon nos mythes nationaux qui se reflètent dans l'image mise de l'avant par l'État, il serait étrange que le gouvernement veuille aller de l'avant avec ce projet. L'ONU condamne effectivement l'emprisonnement des personnes migrantes. Malheureusement, le ministre de la sécurité publique du gouvernement libéral de Trudeau, Ralph Goodale, semble plus intéressé à déporter ou à séquestrer les personnes migrantes qu'à les accueillir. Le Canada a emprisonné 6268 personnes migrantes en 2017, incluant 151 enfants. De ce nombre, 1034 personnes sont passées par le Québec essentiellement à la prison pour personnes migrantes à Laval[1].

Les immigrantEs emprisonnéEs en Ontario ont fait la grève de la faim six fois entre 2011 et 2018 afin de se battre contre le système de détention des personnes immigrantes. Quand le gouvernement a annoncé son plan de rénover et de reconstruire les prisons pour personnes immigrantes au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique, ceux-ci l'ont fait sans consulter les personnes immigrantes elles-mêmes et les personnes qui les supportent afin de savoir de quoi ils et elles ont besoin.

Le ministre affirme que la prison actuelle est vétuste et qu'il est nécessaire de la transformer en un centre plus politiquement correct. Alors, le gouvernement plantera des buissons pour cacher les clôtures et rendre les barreaux plus difficiles à voir de la rue. Est-ce que cela sonne comme une amélioration ou plutôt comme une tentative d'éviter les critiques ? Lorsque le gouvernement parle de moderniser la prison, ce que nous entendons, c'est un renforcement des mesures de sécurité et du système de déportations.




**Pourquoi faut-il s'y opposer ?**

Depuis que Montréal s'est déclarée « ville sanctuaire », il n'y a jamais eu autant de collaboration entre la police de Montréal (SPVM) et la police des frontières (ASFC, Agence des services frontaliers du Canada). Montréal est la ville canadienne où la collaboration entre le SPVM et l'AFSC est la plus fréquente[2].

L'ASFC est le pendant canadien de l'ICE (U.S. Immigration and Customs Enforcement), fortement décrié présentement aux États-Unis. Comme son collègue américain, l'ASFC bénéficie de très peu de surveillance et déporte, agresse et assassine des personnes migrantes sans être le moindrement inquiétée.

UnE citoyenNE avec ses papiers en ordre a déjà peu de recours contre les flics du SPVM, imaginez les recours que peuvent avoir des personnes sans papier, injustement emprisonnées et déportées, souvent à des milliers de kilomètres de chez elles, dans des pays qu'elles n'ont parfois pas vu depuis des décennies.

Ce projet de prison n'est finalement qu'une arme de plus placée entre les mains des tortionnaires de l'ASFC. Comment ne pas se sentir complice en voyant notre argent dépensé pour financer une autre mesure liberticide, et qui, de plus, est condamnée par le monde entier ?

**Qu'est-ce qui a déjà été fait pour contrer ce projet ?**

Plusieurs actions ont été organisées pour dénoncer ce projet. Une manifestation dans le quartier Saint-Henri a eu lieu afin de visiter la firme d'architectes Lemay, qui conçoit la prison. Une manifestation de bruit a empêché une réunion à la prison de Laval avec les compagnies intéressées par le projet de l'AFSC. Les entreprises qui cherchent à s'enrichir grâce à ce projet ont été ciblées : la firme d'architecte a été infestée de grillons. La façade d'un bâtiment de la compagnie qui décontamine les sols a ensuite été peinturée à l'extincteur. Un appel est présentement diffusé pour convaincre les entreprises ayant soumissionné sur le projet afin de les dissuader de continuer. Le gouvernement attribuera bientôt le contrat pour la construction de la prison, et nous saurons alors qui finalement construira les murs de cette injustice.

1- https://www.cbsa-asfc.gc.ca/security-securite/detent/stat-2012-2018-eng.html

2- https://www.stopponslaprison.info/le-projet/

# Alternatives to detention: why oppose these?

**As part of the new National Immigration Detention Framework, the government set aside $5 million to implement what it calls "alternatives to detention". After years of hunger strikes by migrants being held in provincial jails in Ontario and a massive support campaign by the End Immigration Detention Network, this new Framework seems to be the government's response. Migrants were mainly demanding an end to indefinite detention. While most of the money set aside as part of the National Immigration Detention Framework is being used to make prettier detention centres, the alternatives to detention programs are being offered as the government's attempt to address these concerns.**

**But it is bullshit.**

The alternatives to detention programs started to be rolled out in the summer of 2018. In September 2018, migrants being held in provincial jails in Ontario went on hunger strike again. They were protesting the fact that the government didn't consult with them about these new changes. The only press release to go out during the hunger strike included a quote from a lawyer supporting the migrants that said "the best alternative to detention is to release people back into their community, where they can re-integrate without intrusive monitoring." The government never met with the migrants and eventually the hunger strike ended.

What even are the alternatives? The government has introduced three main programs as part of its "alternatives to detention": one is a cellphone-based location monitoring program, one is a "Community Case Management and Supervision" program being run by the John Howard Society of Canada, and one is an ankle bracelet program.

It might seem on the surface like the "alternatives to detention" are a step in the right direction, a way to have fewer people held in detention centres and provincial prisons. We disagree. For us, this seems like an excuse to expand the systems of surveillance that the government can use against migrants. Whereas before, the only option was detention or releasing people on their own recognizance, now there are more options, none of which are about undoing the border itself, granting status to everyone now, or moving away from a system based on control and surveillance.

We have seen this happen before. In the federal prison system there are "transition houses" or "halfway houses", which were implemented for people who were getting out of prison and had no money and nowhere to go. Though that impulse was a humanitarian one, the houses were eventually coopted by the prison system to become an extension of people's sentences. Many prisoners are now mandated to spend up to a year or more in a halfway house after being released from prison. Conditions in halfway houses have become more and more restrictive, and the slightest sign that someone isn't obeying all of the rules in the house can get you thrown back in prison. They are a tiny carrot at the end of a big stick.

The John Howard Society, who was awarded almost $5 million to implement the new "Community Case Management and Supervision" program for migrants, already runs many of these halfway houses and parole programs for people caught up in the criminal justice system. For some reason the CBSA believes that this makes them qualified to run programs for migrants. As part of these new programs, migrants who are released from detention can be forced to attend Alcoholics Anonymous meetings as part of their "release plan" and can land back in a detention centre if they skip a meeting.

The electronic monitoring programs are no different. Originally tested as part of the post-9/11 National Security Certificate program (which involved imprisoning non-citizens indefinitely without charge on secret evidence), ankle bracelets are an incredibly stigmatizing and invasive piece of technology. Some of the men who faced the Security Certificate regime in the early 2000s requested to be transferred back to prison rather than continue to live with the ankle monitors.

The new cellphone call-in program is also based on scary technology – this time using software that makes a fingerprint of your voice and tracks your location based on your cell phone, so when you call in, it verifies your voice and your location at once. All this tech mainly makes it easier for the CBSA to find people once they are ready to deport them.

So what to do? Oppose the new prison and the alternatives! Stand up for migrant justice and oppose the border in all its forms! Fight for truly liberatory ways of relating to the Earth and each others!

# Pourquoi s'opposer aux alternatives aux détentions

**Dans le contexte du Cadre national en matière de détention liée à l'immigration (CNMDI), le gouvernement à mis de côté 5 millions pour ce qu'il appelle les « alternatives aux détentions ». Après des années de grève de la faim par des migrantEs détenuEs dans les prisons provinciales en Ontario et une campagne de support massif du End Immigration Detention Network, le gouvernement répond enfin aux demandes populaires. En effet, les migrantEs demandaient de cesser leur détention à durée intéderminée. Alors que la plupart de l'argent investi dans le CNMDI sert à embellir les prisons, on pourrait penser que celui du programme d'"alternatives aux détentions" répond à cette préoccupation.**

**Mais c'est juste de la merde.**

Le programme d'"alternatives aux détention" a été commencé à l'été 2018. En septembre 2018, les migrantEs détenuEs dans les prisons provinciales en Ontario retournent en grève de la faim. IlLEs protestaient contre le fait qu'ilLEs n'aient pas été consultéEs sur ces nouveaux changements. Le seul communiqué de presse pendant cette grève de la faim contenait une citation d'un avocat supportant les migrantEs disant: « que la meilleure alternative à la détention est de remettre les gens dans leur communauté, là où ilLEs peuvent se réintégrer sans surveillance intrusive ». Le gouvernement n'a jamais rencontré les migrantEs et la grève de la faim a éventuellement cessée.

Quelles sont les alternatives proposées par le gouvernement? Le gouvernement a introduit trois programmes principaux faisant partie des « alternatives aux détentions »: le premier est un programme de surveillance basé sur le téléphone cellulaire, le deuxième est une « Gestion communautaire de la supervision » par la société John Howard et le troisième est un bracelet de cheville.

Il peut sembler en surface que ces "alternatives aux détentions" sont un pas dans la bonne direction, une façon de réduire le nombre de personnes détenues dans les centres détentions et les prisons provinciales. Toutefois, pour nous, il semble que ces programmes soient une excuse pour étendre les systèmes de surveillance que le gouvernement utilise contre les migrantEs. Alors qu'avant, la seule solution était de détenir ou de libérer, il y a désormais plus d'options. Aucune qui ne remet en question la pertinence des frontières, qui ne donne accès au statut de citoyen à toutEs, ou qui ne s'éloigne d'un système basé sur le contrôle et la surveillance.

On a déjà vu ce phénoméne précédemment. Le système de prison fédéral comprend des « maisons de transitions », qui ont été mises en places pour les personnes qui sortent de prison et n'ont pas d'argent ou d'endroit pour vivre. Même si l'idée peut sembler humanitaire, les maisons ont été éventuellement cooptées par le système carcéral pour devenir une extension des peines. Plusieurs prisonnierREs sont maintenant condamnéEs à passer un an en « maison de transition » après leur sortie de prison. Les conditions dans les « maisons de transitions »

sont devenues de plus en plus restrictives et le moindre écart à la règle suffit pour ramener la personne à la prison. Elles ne sont que de très petites carottes à la fin d'un gros bâton, qu'une façon de contrôler encore plus de personnes.

La Société John Howard, qui a reçu presque 5 millions pour implémenter le nouveau programme de « Gestion communautaire de la supervision » gère déjà plusieurs des maisons de transition et des programmes de libération conditionnelle du système carcéral. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) croit que la gestion de ces programmes qualifie la Société John Howard pour gérer les programmes pour migrantEs. Comme partie prenante de ces programmes, les migrantEs libéréEs peuvent être forcéEs d'aller à des rencontre d'Alcooliques Anonymes et retournent en détention s'ilLes manquent une rencontre.

Le programme de surveillance électrique n'est pas différent. Testé originalement pour faire partie du Programme de certificat de sécurité (qui implique l'emprisonnement de personnes non-citoyennes de façon indéterminées sans accusations) apparu après le 11 septembre 2001, les bracelets de cheville sont stigmatisants et envahissants. Plusieurs personnes ayant été soumises au système dans les années 2000s on demandé à être transférées en prison plutôt que de continuer à vivre avec les bracelets de cheville.

Le nouveau programme basé sur les téléphones cellulaires est aussi épeurant, utilisant des logiciels pour identifier la voix des personnes et enregistrer la localisation géographique de la personne qui appelle pour que, lors des appels de vérification, la personne et la voix puissent être vérifiées. De plus, cela permet à l'ASFC de retrouver les personnes à déporter.

Alors, que faire? S'opposer à la nouvelle prison et aux « alternatives »! Soulevons-nous pour une justice migratoire et opposons-nous aux frontières sous toutes ses formes. Défendons une société libre basées sur des relation plus harmonieuses à la Terre et aux autres.

# Who are the companies building the migrant prison?

**As has been written elsewhere in this journal, the federal government has commissioned a new prison for migrants of all ages, and construction is beginning in spring of 2019. The catch: they don't want this new building to seem like a prison. They've requested it have warm wood panelling to give it a homey feel, window furnishings to hide the iron bars, and fences camouflaged by shrubbery, but high enough to block passersby from seeing the children in the courtyard. Nonetheless, if they succeed, it will sit on Correctional Services Canada-owned land on Montée Saint-François, a road in Laval, QC that is already home to the current migrant prison, 2 federal prisons, and a provincial prison. The prison will, despite this superficial appearance, do what all prisons exist to do: separate families and communities, confine people in boxes and deprive them of joy and freedom. This prison will have the capacity to imprison and immiserate up to 158 people, including children, most of whom will be detained indefinitely and then deported.**

It's the federal government who has the money to spend to make this project happen, but they can't do it without the active cooperation of multiple companies. These companies will carry out various sections of the work necessary to bring this building into existence. We don't think that the government, whose existence is fundamentally reliant on its ability to enforce its illegitimate borders, will be convinced to stop this project. If the Canadian government does respond to the demands of migrants and anti-racists, it will only change the packaging of its border enforcement projects and not the fundamentals of the projects themselves. We can not expect the government to cancel this project — our hope of blocking the construction of this prison lies in making it impossible for the companies — architects, engineers, general contractors, and subcontractors — to do their work, or in making it clear that they will lose more money trying to do their work than they will gain by completing the contracts.

**So who are these companies, what do they do, and where are they located?**

**Lemay**

This St-Henri based architecture firm has an active and lucrative contract for the architecture of the prison, and will be in charge of landscape architecture as well. Though Lemay presents itself as a socially and environmentally conscious firm, its choice to design the prison proves, unsurprisingly, that this is just a ploy to make more money.

The company has already been the target of a few different actions against the prison: in spring of 2018 crickets were released into the building housing its headquarters, a neighbourhood demonstration visited its offices in February 2019, and in March 2019 two condo developments designed by Lemay were extensively vandalized.

In addition to their Montreal headquarters, Lemay has offices in Quebec City, Calgary, Edmonton, and New York.

**Groupe A**

Groupe A, an architecture firm based in Quebec City, shares the contract with Lemay for the design of the prison. This company has already been involved in the building of other prisons in the past.

☞ *Suite de la page 5*

**Excavation Loiselle**

This excavation company recieved a contract to conduct the excavation and decontamination of the prison site, work that was completed in December 2018.

In January 2019, the headquarters of Loiselle, located in Saint-Timothée, were covered with paint – requiring an expensive removal process according to a local newspaper report.

**Englobe**

This huge Quebec-based company was tasked by the government to conduct a site evaluation in the lead up to the soil remediation work done by Loiselle. Englobe's headquarters are in Quebec City, but it also boasts many other locations around Quebec, and even a few in France.

**Stantec**

A massive engineering consulting company, Stantec will be involved in overseeing many parts of the prison construction including providing consultation related to electrical, mechanical, structural and civil engineering, fire alarms, and telecommunications.

Stantec has 400 offices, located all over the world, and including multiple locations in Montreal.

**KJA Consultants Inc**

This elevator systems company will be overseeing the work on conveyor systems for the prison.

They have many offices, including in Vancouver, Edmonton, Calgary, Ottawa, Toronto, and Montreal.

**Bouthillette Parizeau (BPA)**

BPA, a large engineering consulting firm, will be in charge of food services and commissioning for the prison.

BPA has offices in Montreal, Longueuil, Quebec City, Gatineau, Ottawa, and Laval.

**For more information on these companies, or to learn about other companies involved and the state of the project, visit:**

**stopponslaprison.info**

# Lemay : l'argent des prisons, l'argent de la gentrification

**La firme Lemay est la compagnie d'architecture contre laquelle le site-web Stoppons les prisons* mène campagne afin de bloquer la construction d'une nouvelle prison pour personnes migrantes à Laval. Le siège social de la firme est situé dans une bâtisse dont la compagnie à numéro (9242-5370 QUEBEC Inc.) n'est rien d'autre qu'une façade d'une autre compagnie bien connue pour ses impacts dévastateurs dans certains quartiers populaires, notamment Saint-Henri et Pointe-Saint-Charles : le groupe Mach de Vincent Chiara. Selon le registre des entreprises, la compagnie n'a que deux actionnaires : Louis T. Lemay (architecte) et Vincent Chiara (investisseur, développeur, etc).**

Chiara est bien connu dans le Sud-Ouest, en particulier à Pointe-St-Charles**, puisqu'il y sévit avec de nombreux projets immobiliers. Ami et associé des grosses fortunes montréalaises comme le groupe Saputo, les Lieberman et le groupe Shapiro, il est au cœur de projets gentrificateurs dans Griffintown, les Ateliers du CN, des immeubles de la rue St-Patrick, etc. Ces méfaits ne s'arrêtent pas là puisqu'il a redéveloppé d'autres terrains et bâtiments, dans Hochelaga par exemple, ainsi que plusieurs développements commerciaux. Il possède notamment 80% des actions de la Tour de la Bourse**. Bref, beaucoup, beaucoup d'argent à faire fructifier.

La réinstallation de la firme Lemay et le projet de nouvelle prison sont donc des opportunités d'affaires pour Vincent Chiara et son associé… même s'il ne s'en était pas vanté au moment de rénover l'ancien bâtiment d'Archivex, aux coins des rues St-Jacques et Green dans St-Henri. Quand il était temps de faire passer ce projet (2013), il n'avait jamais été question de la firme Lemay mais bien de petites entreprises, de bureaux et même de commerces et de services publics. On parlait « d'emplois locaux », de « revitaliser le secteur », de créer un « environnement durable ». Blablabla !

En réalité, le mur végétalisé dans l'entrée principale (sic) ne peut pas nous faire oublier que pour s'installer, les promoteurs ont entrainé (exigé) le nettoyage social d'un des derniers spots où les personnes itinérantes pouvaient dormir. Ils ont ensuite installé des baies vitrées et des tables pour les employéEs, excluant durablement les personnes qui occupaient cet espace public !

Ce ne sont pas des emplois locaux que la firme a créés mais des emplois spécialisés occupés par les jeunes professionnelLEs que les propriétaires de Saint-Henri aiment tant loger. Pas étonnant que la gentrification de ce secteur se soit encore accélérée. Depuis le dernier recensement, les revenus médians ont augmenté de 37% (!!) dans St-Henri et les loyers de 20%. Pendant ce temps, les prestations d'aide sociale, elles, ont été semi-indexées et le salaire minimum a été haussé de seulement quelques sous ! Alors, oui, peut-être que maintenant les employéEs de la firme vivent aussi dans le quartier… mais ils et elles auront réussi à tasser les personnes itinérantes et les ménages les moins nantis. Ils et elles auront réussi à créer un environnement où il n'y a pas une seule personne migrante qui aura les moyens de se reconstruire une communauté, un chez-soi. De toute façon, pour la firme Lemay, c'est en prison que les personnes migrantes leur rapportent de l'argent.

Vincent Chiara est aussi bien connu pour ses amitiés politiques. Il était d'abord très proche de Gérald Tremblay qui passera à l'histoire pour être un des maires les plus corrompus de Montréal et qui a offert la Ville sur un plateau d'argent aux promoteurs. Il est aussi connu pour être l'ami du parti libéral, au fédéral comme au provincial**. Pas étonnant donc qu'il décroche le contrat des libéraux fédéraux de Trudeau pour le Centre de détention des immigrants de Laval !

S'enrichir en construisant des prisons, s'enrichir en gentrifiant les quartiers ! Parce que les compagnies et les gouvernements utilisent les mêmes méthodes pour arriver aux mêmes fins (faire de l'argent sur le dos des pauvres !), les luttes locales contre la gentrification doivent appuyer la lutte contre la criminalisation et l'enfermement des personnes migrantes. Les luttes contre les frontières doivent s'ancrer dans les quartiers que ces mêmes compagnies détruisent !

* https://www.stopponslaprison.info/lemay/

** « Qui sont Vincent Chiara et le Groupe Mach ? » sur le site de la Pointe Libertaire : http://archive.lapointelibertaire.org/node/820

# Why Abolish Prison?

**Liberal society tells us that prisons exist to protect us from people that cause harm, but the history of prisons, along with their current social functions tell a very different story. Prisons have always existed to lock up poor people, runaway slaves, people in debt, people society doesn't want, and everyone who dares to resist the way this world is organized.**

**Prisons are racist**

In Canada, the prison system has always been intimately tied to the colonial project. As the fledgling Canadian state sought control over indigenous territories, it built railways and post-offices and also prisons in order to assert its sovereignty and suppress indigenous uprisings. Stony Mountain is a particularly good example of this. Built in Winnipeg in 1877, as part of a wave of prison construction in the years immediately following Confederation, Stony Mountain was erected near Lower Fort Garry, where a military force had already been stationed to quell the Red River Rebellion. A member of that military unit became the first warden of the new penitentiary. The leaders of a second indigenous uprising, the NorthWest Rebellion of 1885, were later imprisoned at Stony Mountain. This prison is still operational today.

Parallels can also be drawn between prisons and the histories of residential schools and the pass system. From 1885 to 1951, the pass system was an informal Canadian government policy that required indigenous people to get a pass from an indian agent in order to be allowed to leave the reserve. Through the residential school system, the Canadian state kidnapped, confined, and traumatized generations of indigenous children. Prisons, residential schools, and the pass system have all been used to confine indigenous peoples and control their movement.

The connection between prisons an colonization isn't just a thing of the past. These days, Indigenous people make up 27% of the federal prison population in Canada, while representing only 5% of the total population in so-called Canada. Indigenous people are also significantly more likely to receive higher prison sentences, more likely to spend time in pre-trial detention, more likely to receive higher security classifications, less likely to be granted parole, and have less access to legal representation. Meanwhile, the over-representation of indigenous people in the federal prison system is only increasing.

Indigenous people aren't the only ones targeted by a racist prison system. In the last 10 years there has been a 70% increase of Black people incarcerated in the federal prison system. Black people in prison make up 9.5% of the total prison population as opposed to 2.9% of the population outside prison. Black prisoners are more likely to be put in administrative segregation, more likely to be classified as high security, less likely to be assigned work in prison, and less likely to be able to access culturally relevant programming. At the same time, migrants without papers are imprisoned in migrant detention centres and often in provincial prisons as they await deportation.

The unavoidable racism of the Canadian prison system isn't incidental or an unfortunate mistake that can simply be reformed away. Rather, racist prisons are doing what prisons have always been designed to do. Some of the earliest jails in Canada were used to imprison runaway slaves. Today, Black and Indigenous people are often criminalized, living in communities that are subjected to heavy policing, and therefore facing increased risks of ending up arrested and imprisoned. Like the police, prisons exist because the state needs a way to control people, especially racialized people who have been deemed "undesirable" and who have been targeted for exploitation, displacement, and death.

**Couldn't we reform prisons?**

This prison system extends beyond buildings with walls that are full of cages. It includes half-way houses, court house cells, police stations, electronic monitoring, the parole system and probation. In short, every facet of a system of control and surveillance that is designed to suppress revolt and keep powerful people in power. The state positions its prisons as solutions to economic, social, and political problems, while obscuring how the violence of racism, colonialism, and capitalism lead people to end up in prison in the first place. Meanwhile, the continuation of the prison system only benefits those already in power. From the politicians who get elected on "tough on crime" platforms to the architects and contractors that score big deals building prisons. From the private security firms who police migrant detention centres to the mass media organizations that perpetuate stereotypes of poor people, racialized people, queer people, immigrants, and youth, as deviants, delinquents or criminals.

But, while the Canadian state pours billions of dollars into the prison system every year, conditions for people inside continue to get worse. Many of the reforms won by prisoner movements in the 1970s are slowly disappearing. Access to education and trades are drying up, families who want to visit loved-ones inside are being subjected to increased security measures, and most programming is run by Correctional Services staff, rather than independent specialists. In 2013, the Harper government cut the pay for federal prisoners, even though prisoners hadn't seen a pay raise since the 1980s. Federal prisoners now make about $3 a day at most, that is if they can access employment at all.

Under these conditions it might be easy to confine ourselves to asking for more reforms and better conditions for prisoners. But, the only fix for prisons is to abolish them entirely. In the 1960s, the implementation of widespread prison reforms accompanied a construction boom. 25 new prisons were built by 1970. In fact, prison reforms often come packaged with new techniques for control and surveillance and an expansion of the capacity of the prison system. We see this when funding allocated for cultural and employment programming for prisoners is re-diverted towards the construction of maximum security units. We see this when the closing of one prison–decried for its harsh conditions–results in the opening of six new prisons, as happened with the federal women's prison system in the 1990s. We see this when the expansion of prison "alternatives" like half-way houses accompanies the introduction of the first ultra-max unit–simply a more refined version of the carrot and the stick, and ultimately just another tool for social control.

**Toward a better vision of justice**

Prison abolition is a political vision with the goal of eliminating imprisonment, policing, and surveillance, and of creating lasting alternatives to punishment and imprisonment. Abolition isn't just about getting rid of buildings full of cages, it's also about undoing the society we live in because the prison system is enabled by social conditions like oppression and inequality and uses punishment and control to maintain this status quo. While the state tries to create a class of "criminals" who it can blame for society's ills, we know that no meaningful justice can ever come from the state. Prison abolition mean challenging the notion that locking people in cages can ever make us safer. It means struggling for a world where everyone has access to basic necessities like food, shelter, and freedom.

An abolitionist vision means not only destroying the prison system and transforming the society that supports it, but also building new models for ways to deal harm and conflict. Practices such as Transformative Justice, which grew out of black feminist organizing, offer possible models for dealing with interpersonal harm autonomously from police, courts, and prisons. As we struggle for a world without prisons, we will need to develop concrete strategies for moving towards a world we might actually want to live in. Thus, abolition is both a practical organizing tool and a long-term goal.

# Pourquoi voulons nous abolir les prisons ?

**La société libérale nous dit que les prisons existent pour nous protéger des gens qui nous veulent du mal, mais l'histoire des prisons, de même que la fonction sociale qu'elle sert présentement nous donne une histoire différente. Les prisons ont toujours existé pour enfermer les personnes pauvres, les esclaves en fuite, les gens endettés et ceux et celles dont la société ne voulait plus, ainsi que celles et ceux qui ont osé résister à la façon dont le monde est organisé.**

**Les prisons, un système raciste**

Au Canada, le système carcéral a toujours été intimement lié au projet colonial. Comme l'État Canada naissant visait à reprendre le contrôle des territoires autochtones, des chemins de fers, des bureaux de postes et des prisons ont été mis en place pour affirmer sa souveraineté et pour supprimer les soulèvements autochtones. La prison de Stony Mountain est un excellent exemple. Construite à Winnipeg en 1877, dans une vague de construction de prisons suivant immédiatement la confédération, Stony Mountain a été érigée près du Lower Fort Garry, où des militaires avaient déjà été stationnés afin de mettre fin à la rébellion de la Rivière-Rouge. Des membres de cette unité militaire sont devenus les premiers gardiens du nouveau pénitencier. Les chefs d'un autre soulèvement autochtone, la rébellion du Nord-Ouest, ont été emprisonnés à la prison de Stony Mountain. Cette prison est toujours en opération à ce jour.

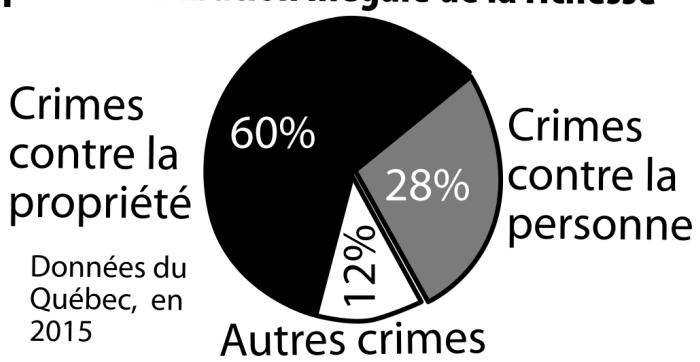
Des parallèles peuvent être tracés entre les prisons, l'histoire des pensionnats autochtones et le système de passe. Entre 1885 et 1951, le système de passe était une politique informelle du gouvernement canadien par lequel un autochtone devait obtenir une passe d'un agent pour avoir le droit de quitter sa réserver. Avec le système des pensionnats autochtones, le gouvernement Canadien a kidnappé, enfermé, détenu et traumatisé des générations d'enfants autochtones. Les prisons, les écoles résidentielles et le système de passe ont été utilisés de paire pour enfermer et contrôler les mouvements des personnes autochtones.

La connexion entre les prisons et la colonisation n'est pas seulement une affaire du passé. Encore aujourd'hui, les autochtones sont près de 27% de la population dans les prisons fédérales canadiennes alors qu'elles ne représentent que 5% de la population canadienne totale. Les personnes autochtones sont plus à risque de recevoir de plus longue période de détention, d'être enfermées avant leur procès et d'avoir des classification de sécurité plus élevées. De plus elles ont moins de chance d'obtenir une libération conditionnelle ou d'avoir accès à l'aide juridique. Il n'est donc pas étonnant que pendant ce temps, la sur-représentation des personnes autochtones dans le système de prison fédéral ne fait qu'augmenter.

Les personnes autochtones ne sont pas les seules ciblées par le racisme du système carcéral. Dans les 10 dernières années, il y a eu une augmentation de 70% de personnes noires détenues dans le système de prison fédéral. Alors que les personnes noires ne forment que 2.9% de la population canadienne, elles forment 9.5% de la population carcérale. Les prisonierREs noirEs sont plus à risque d'être mis en ségrégation administrative, d'être mis en haute sécurité, alors qu'elles ont moins de chance d'obtenir du travail en prison, ou d'avoir accès à des programmes culturellement appropriés. En même temps, les migrantEs sans papiers sont emprisonnéEs dans des centre de détention migratoire et souvent dans des prisons provinciales en attendant leur déportation.

Le racisme des prisons canadienne n'est pas lié au hasard ou à des erreurs qui peuvent simplement être corrigées. Au contraire, le racisme des prisons est simplement ce que les prisons ont été construites pour faire. Quelques unes des premières prisons canadiennes étaient utilisées pour enfermer les esclaves en fuite. Aujourd'hui, les noirEs et les autochtones sont souvent criminalisées, vivent dans des communautés soumises à un fort contrôle policier, et sont donc beaucoup plus à risque d'être arrêtéEs et emprisonnéEs. Comme la police, les prisons existent parce que l'état a besoin de contrôler les gens, particulièrement les personnes racisées ayant été jugées indésirables et sont donc ciblées pour être exploitées, déplacées et effacées.

**La majorité des crimes restent causés par la distribution inégale de la richesse**



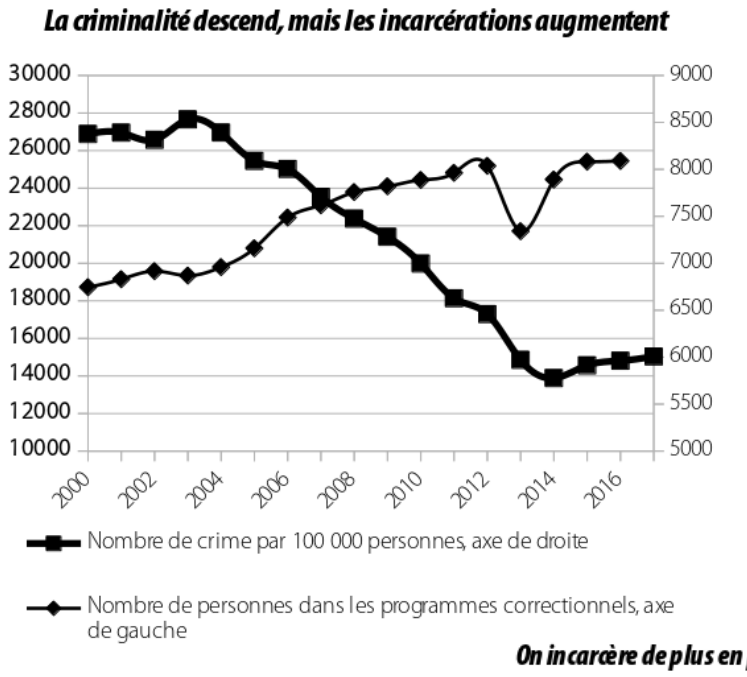

**Pouvons nous réformer les prisons ?**

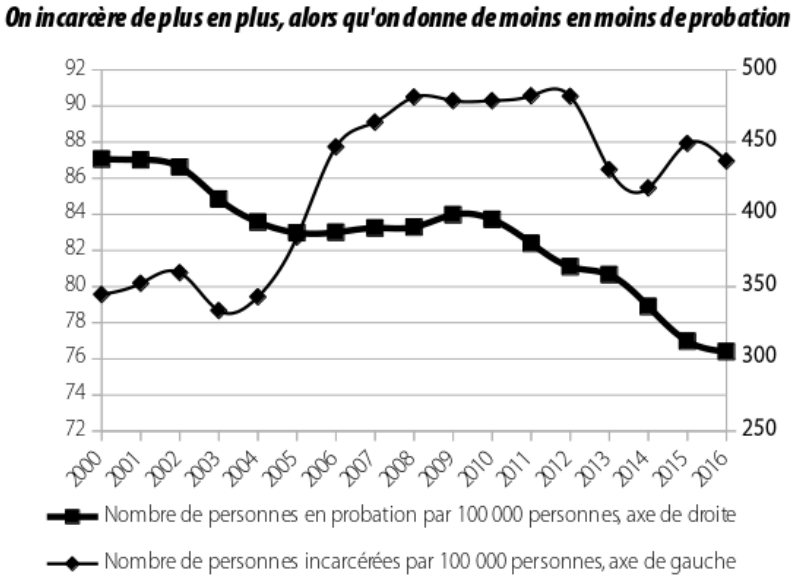
Le système de prison s'étend bien au delà des prisons traditionnelles. Il inclut les maisons de transitions, les cellules dans les postes de polices et dans les palais de justice, la surveillance électronique, le système de libération conditionnelle et de probation. Pour faire court, il comprend chaque facette du système de contrôle et de surveillance qui est mis en place pour supprimer la révolte et garder les puissants en place. L'État présente ses prisons comme des solutions aux problèmes économiques, sociaux et politique, tout en masquant comment la violence du capitalisme, du colonialisme et du racisme mène les gens en prison. Pendant ce temps, la continuation du système de prisons bénéficie ceux et celles déjà au pouvoir. Des politiciens qui sont élus sur des plateformes de lutte contre la criminalité aux architectes et au compagnies de constructions qui empochent d'énormes sommes sur la construction des prisons. Des services de sécurité privés qui gèrent les centre des détentions migratoire aux médias de masse qui font la promotions des stéréotypes des personnes pauvres, racisées, queer, migrantes et jeunes comme des déviantEs, des délinquantEs ou des criminelLEs.

Pendant ce temps, l'État canadien continue d'investir dans le système de prison chaque année alors que les conditions des personnes détenues continuent de s'empirer. Plusieurs des réformes gagnées par les mouvements des années 70s sont tranquillement en train de disparaître. L'accès à l'éducation et à la formation professionnelle se réduit, les familles voulant visiter leurs êtres cher sont sujet à de plus en plus de mesures de sécurité, et la plupart des programmes sont désormais gérés par les Services correctionnels au lieu de par des spécialistes indépendants. En 2013. le gouvernement Harper a réduit les salaires des prisonnierEs fédéraux, même s'ilLEs n'avaient pas eu d'augmentation depuis les années 80s. Les prisonnierEs fédéraux font désormais au maximum 3$ par jour, s'ilLEs peuvent avoir accès à ces programmes.

Devant ces conditions, il peut être tentant de se retraindre à demander pour des réformes et des meilleures conditions pour les prisonnierREs. Mais la seule solution aux prisons est de les abolir complètement. Dans les années 60s, la mise en application de réformes dans le domaine des prisons a été accompagnée d'un boom de construction. 25 nouvelles prisons ont été construites dans les années 70s. Les réformes des prisons viennent toujours avec des nouvelles techniques de contrôle et de surveillance, ainsi qu'une augmentation de la capacité du système de prison. On observe ce phénomène lorsque les fonds pour les programmes culturels ou d'employabilité sont redirigés pour la construction d'unités à sécurité maximale. On le voit encore lorsque la fermeture d'une prison critiquée pour ses conditions de détention résulte dans l'ouverture de 6 nouvelles prisons, comme il est arrivé avec les prisons féminines dans les années 90s. Une dernière manifestation est que la mise en place d'« alternatives aux prisons » comme les maisons de transitions accompagnent le développement de prisons à sécurité super-maximale comme à Saint-Anne des Plaines. Il ne s'agit que d'une version plus élaborée du bâton et de la carotte, et ultimement une façon d'augmenter le contrôle social.

*Pourquoi le gouvernement veut-il construire de nouvelles prisons?*
*Parce que c'est un moyen de contrôler et de punir les populations les plus pauvres.*




Statistiques tirées de
www.alterjustice.org

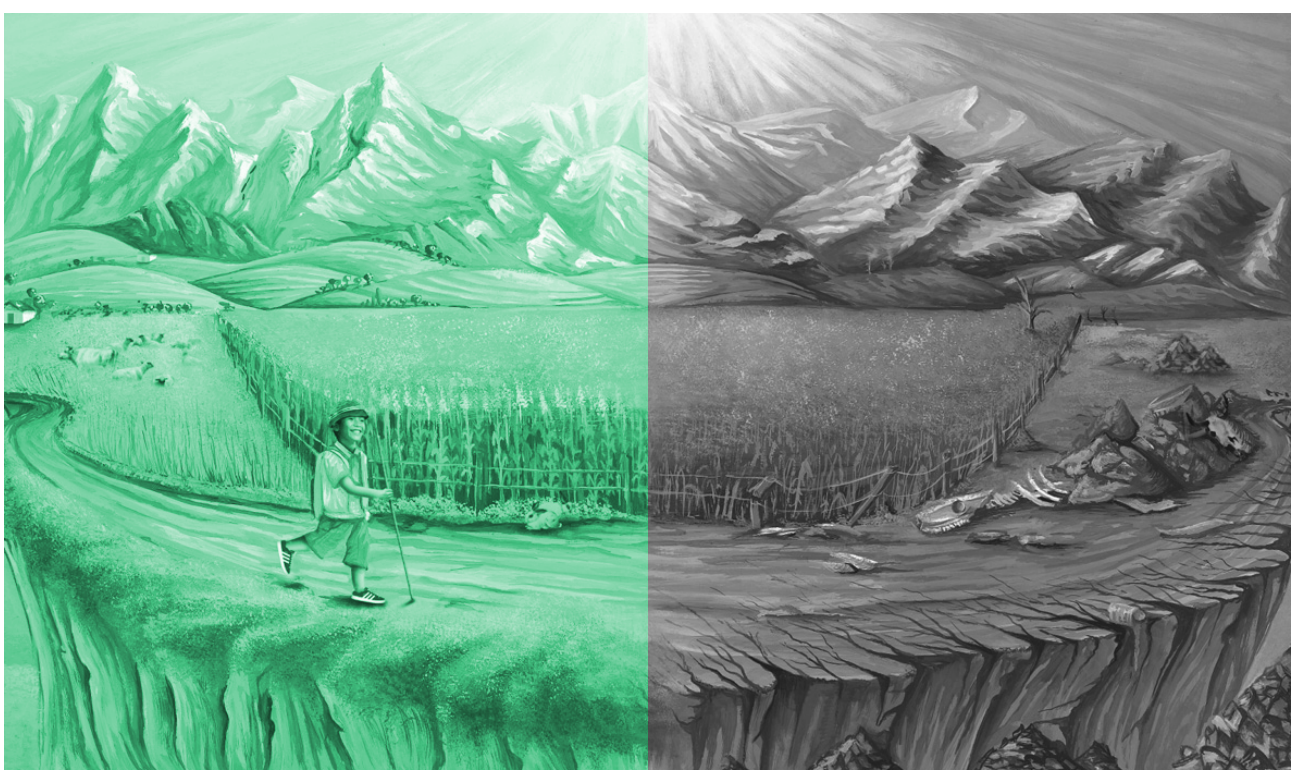
**Pour une nouvelle vision de la justice**

L'abolition des prisons est une vision politique ayant pour objectif d'éliminer l'emprisonnement, le contrôle policier et la surveillance pour mettre en place des alternatives à long terme contre les punitions et l'emprisonnement. L'abolition ne vise pas qu'à détruire les établissements de détention, mais de repenser la société dans laquelle nous vivons, puisque le système carcéral émerge des conditions sociales d'oppressions et d'inégalités qui nécessitent le maintien des sanctions et du contrôle pour se maintenir. Alors que l'État tente de créer une classe de « criminels » à blâmer pour le malaise social, nous savons qu'aucune justice ne peut émaner des gouvernements. L'abolition des prisons remet en cause l'idée que mettre des gens en cage nous gardent en sécurité. Cela signifie de lutter pour un monde où chacunE a accès au nécessités comme la nourriture, l'hébergement et la liberté.

Une vision abolitionniste ne veux pas seulement dire de détruire le système de prison et de transformer la société qui le supporte, mais aussi de construire des nouveaux modèles pour gérer la violence et les conflits. Les pratiques telles que la justice transformatrice, issues de l'organisation des féministes noires, offre un modèle intéressant pour gérer les transgressions de façon autonome, loin de la police, de la cour de justice et des prisons. Alors que nous luttons pour une monde sans prisons, nous devons développer des stratégies concrètes pour construire un monde dans lequel nous voulons effectivement vivre. L'abolition devient donc un outil d'organisation quotidien ainsi qu'un objectif à long terme.

# Le Sud paie : changements climatiques et frontières

**Pendant que les uns tentent d'assouvir leur soif insatiable, les autres travaillent, luttent, fuient ou meurent. Les peuples du Sud global paient depuis trop longtemps le prix du mode de vie qu'a enfanté le capitalisme. Un mode de vie perpétuellement inaccessible à la majorité et perpétuellement insatisfaisant pour la minorité. Qui consomme les fruits de la production industrielle polluant l'air de Tianjin ? Qui se remplit les poches en empoisonnant les cours d'eau du Tamil Nadu ? Bien que la plupart des mécanismes exploiteurs Nord-Sud soient bien mal cachés, l'oppression par voie du réchauffement climatique est plus insidieuse.**

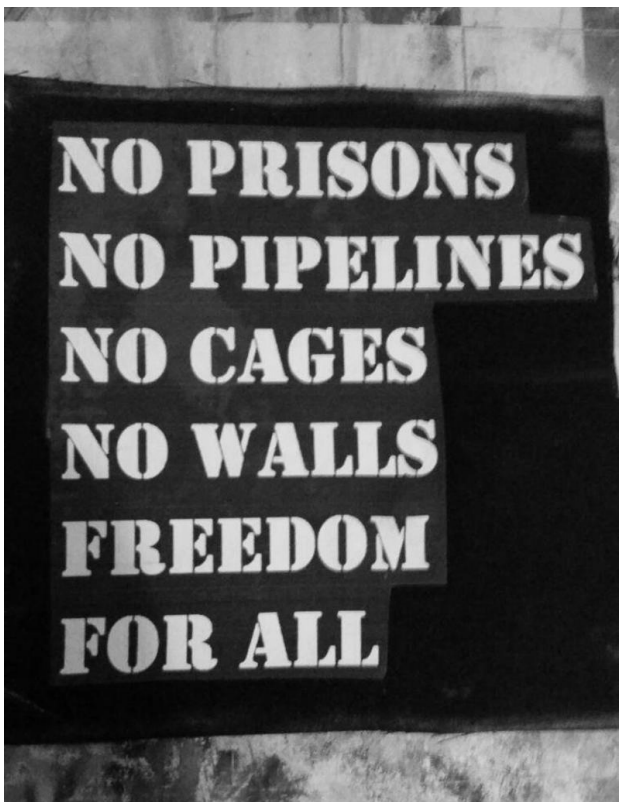


Les bénéficiaires du système néolibéral en profitent pour diffuser la responsabilité de ce qu'ils comburent. Comme si la pollution atmosphérique pouvait être analysée sans tenir compte du poids des réalités coloniales passées et présentes. En fait, les contributions respectives doivent être jugées non seulement en fonction du lot historique d'émissions de gaz à effet de serre, mais surtout en fonction de qui profite de cette destruction. Bien que ses victimes soient plus diffuses et ses mécanismes moins directs, l'oppression climatique n'a rien à envier aux formes de colonialisme mieux connues. C'est toujours sur le dos de personnes autochtones, noires et de couleur, que les suspects usuels construisent leurs empires. Des bourreaux en cravates déplacent et dépossèdent les peuples de leurs ressources, de leur santé et de leur spiritualité souvent enracinées dans la terre qui les a cultivéEs et qu'ielles ont cultivées.

L'héritage du capitalisme, c'est à la fois la désertification et l'inondation de terres agricoles et habitées. C'est des millions de BangladaisEs, de SomalienNEs et d'ÉthiopienNEs qui migrent localement et outre-mer pour fuir la famine, les maladies et les conflits causés par les changements et catastrophes climatiques de plus en plus courantes.

☞ *Suite de la page 9*

En plus d'affecter le Sud global de façon disproportionnée, ces catastrophes touchent plus fortement les personnes les plus vulnérables partout. On peut penser à la population noire de Nouvelle-Orléans ayant diminuée de près de 100 000 personnes depuis l'ouragan Katrina il y a 13 ans. Alors que certains quartiers plus blancs et plus prospères de la Big Easy sont plus beaux qu'ils ne l'étaient avant l'ouragan, les communautés noires — loin des touristes et des caméras — ne sont encore que partiellement reconstruites. Que ce soit par la solidité de leurs fondations, la hauteur de leur maisons, ou par l'accès à un transport d'urgence, à la nourriture, aux soins de santé et aux communications, les bourreaux qui nous surplombent du haut de la colline savent bien qu'ils ont peu à perdre dans la loterie des irrégularités climatiques. Ils complotent, confortablement, à l'air climatisé dans des forteresses climatiques et financières qu'ils croient impénétrables et imperméables. Des forteresses construites de murs imaginaires et solides, de privilèges à dissoudre, d'yeux et de portes à ouvrir, et de clôtures à couper. Alors que de plus en plus de migrantEs climatiques marchent en direction de ceux qui jouent leurs vies à coups de dés, nos bourreaux pensent pouvoir continuer de décider qui survivra ou non, tout en instrumentalisant la migration pour nourrir leur idéologie de croissance économique infinie.




Il n'existe qu'une lutte écologique et ce n'est pas celle des gouvernements, des académiques ou des entreprises soit-disant éco-responsables. C'est celle des peuples, des ours et des arbres. C'est la nôtre. C'est une insurrection contre les mêmes personnes qui érigent des condos « verts » dans des quartiers qu'ils n'habitent pas et des prisons « humaines » sur des territoires qu'ils ne possèdent pas (et qu'ils ne possèderont jamais). Aujourd'hui et comme toujours, nous sommes engagéEs à faire des brèches et à détruire leurs forteresses de l'intérieur et de l'extérieur. S'ils ne sentent pas encore la chaleur des feux qu'ils ont allumés, nous allumerons des feux qu'ils ne pourront pas ignorer.



# Borders and the Far Right

**Countries like Canada have devastated peoples' lives around the world. This has been done via direct military actions (Afghanistan), destabilization campaigns (Venezuela), and support for vicious proxy states (Israel). By far one of the most significant ways this happens is through the looting of the resources of much of the world, through "investments" and "development", in peace and war alike. While Canadians live on stolen land, it is equally true that everything that goes into sustaining us – from our clothing to our electronics to our food and medicines, and more – is effectively stolen from people in the exploited countries (what some call the Global South). This is an ongoing material transfer of wealth, the largest in human history. To the extent that one has or can reasonably hope for or demand a "First World" standard of living, one is a beneficiary of this process.**

Borders are essential to propping up this situation. They are a legal mechanism for maintaining a polarized world, where most production has been concentrated in places where people work for very little pay and cannot afford the goods they produce. Without border controls, labor costs would tend to equalize across the world (or else new more blatant mechanisms would need to be created to maintain their vast discrepancy).

Little wonder, in such a situation, that some people might seek to find a better life, leaving those countries which are condemned to produce the world's wealth, and relocating to those where the world's wealth is largely consumed. When you add the wars and climate chaos inflicted on the Global South into the mix, it is testimony to how vicious and racist the Global North societies are that more people do not try to move here.

Even within the Global North societies, borders continue to play an important role. They establish and create classes of workers – those who are undocumented, or those who are legally permitted to work under various oppressive regimes like Canada's Temporary Foreign Worker Program, for instance – who can be forced to work in conditions and for wages well below the First World average. This is useful to capitalism (and to many Canadians) because some labor just can't be done thousands of kilometers away.

Another, more complicated, role that borders play, is in preventing international class solidarity (and therefore, truly anti-capitalist class consciousness) from existing as more than a fringe phenomenon amongst the Global North populations which benefit from this global class divide. This is true for all communities which benefit from this divide – including communities historically from the Global South – but it is most especially true for so-called "white" people, whose identity both historically and actually doesn't really exist outside of relations of parasitism and exploitation.

At the same time, this is not a stable situation. There have been massive challenges to this polarized world system, ever since colonialism laid the basis for imperialism when Europe conquered most of the planet. In the 20th century a wave of anti-colonial and left-wing revolutions sent the system into a crisis. For a moment, it looked like most of the planet had been freed, and it was assumed that the imperialist system would not survive. Instead, the system counterattacked, divided its opponents, and revamped its internal setup.

It was in this context that Quebec underwent what is known as the "Quiet Revolution" and that attempts were made to renegotiate Confederation, one of many examples around the world of some contradictions being ironed out as imperialism re-evaluated its priorities. French Canadians had constituted a subordinate nation within Canada, not nearly as oppressed as Indigenous people, Black people, or migrants from the Global South, but nonetheless living a very different reality than English Canadians. To the extent that French Canadians did identify as "white", this chafed all the more. This became a source of instability for imperialism, and an unnecessary one at that, so the situation was allowed to change. Now, as we know, Québécois can be as white and privileged (and insecure, and potentially oppressed) as any other Canadian. Gone are the days when Quebec nationalists worked hand in hand with the Black Panthers and others to overthrow the racist system; today they are far more likely to be working with white supremacist groups to defend their "identity."

Another change that imperialism made to deal with its crisis, is that it got rid of the welfare state that had existed for a few "golden decades" after World War II, and started instituting neoliberalism and austerity. While First World populations were still highly privileged compared to those in the exploited countries, they were being sent the message that they shouldn't take anything for granted, nobody was going to get a free ride. Wages have stagnated for white people over the past twenty years, but psychologically even wealthy white people are in a panic, feeling like they risk destitution every day.

This is how today we find ourselves with groups like Storm Alliance, La Meute, and Soldiers of Odin rallying at the border to intimidate migrants, Atalante putting up posters calling for "Remigration", while Faith Goldy films herself at Roxham Road saying "Canada shouldn't be the battered women's shelter of the world". The racists who rally against migrants – and those large swathes of the population who don't rally, but who insist that "there are real problems" with "letting in" so many people – are playing out the politics of their class position: beneficiaries of worldwide plunder, insecure about losing the goodies that come from being "First World", losing sleep over the possibility that they will suffer the same conditions that have been inflicted on the rest of the world, yet unwilling to recognize the humanity and just claims of those who actually produce the wealth they enjoy.

As one comrade has put it, you don't have to like them to understand them.

# Bloquons le gouvernement raciste de la CAQ

**Il y a une montée de l'extrême-droite au Québec depuis quelque temps et l'élection d'un gouvernement caquiste fait partie de cette vague. Sous le couvert de la "liberté d'expression", la classe politique ainsi que plusieurs journalistes, chroniqueurs et chroniqueuses répandent impunément des idées racistes, sexistes, homophobes et xénophobes, qui sont de plus en plus acceptées dans la population. Ce courant populiste se voit ici, aux États-Unis et un peu partout dans le monde. C'est l'ère de Trump, de Bolsanoro et de la CAQ. Le parti au pouvoir au Québec veut en effet faire passer des lois à caractère raciste et sexiste dans les prochaines semaines, par l'entremise de Simon Jolin-Barrette, le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (le nom de ce ministère est probablement supposé être ironique).**

Cela fait plusieurs années que le débat sur les signes religieux et la laïcité de l'État fait rage au Québec. De la pseudo « crise » des accommodements raisonnables, à la Commission Bouchard-Taylor, de la Charte des valeurs du Parti Québécois, au projet du gouvernement actuel de faire passer le projet de loi 21 interdisant le port de signes religieux aux employéEs de l'État en position d'autorité, incluant les enseignantEs du primaire et du secondaire.

Selon le premier ministre Legault, il y a un consensus dans la société québécoise à propos de l'interdicition des signes religieux aux employéEs de l'État en position d'autorité. Il prend probablement ses statistiques à la même place que Trump. S'il y a des sondages non probabilistes qui disent que entre 60 et 70% de la population québécoise est pour l'interdiction des signes religieux, cela ne représente pas du tout un consensus. D'autant plus que beaucoup de gens qui répondent aux sondages par internet ne comprennent pas tant que ça les enjeux dont il est question parce qu'ils n'ont jamais prit le temps de se renseigner ou de parler avec quelqu'unE qui porte un signe religieux. La ministre de la Condition féminine Isabelle Charest en fait partie. Aussitôt qu'elle a obtenu son poste, elle a déclaré que porter le voile est un symbole d'oppression de la femme et que tous les signes religieux sont synonymes d'oppression, ajoutant que c'était contre ses valeurs. Le fait est que beaucoup de gens basent leur opinion sur cette question sur des préjugés propagés par les politiciens et les journalistes populistes. Avec la complicité des médias, le gouvernement fait tout pour désinformer la population.

L'interdiction des signes religieux que compte faire passer la CAQ est non seulement islamophobe, mais elle est aussi mysogyne parce que ce sont les femmes musulmanes qui seront les plus touchées par ces mesures. Ironiquement, les pourfendeurs paternalistes du port du voile veulent obliger les femmes à enlever leur voile parce qu'elles seraient supposément obligées de le porter. Ainsi, ce sera la CAQ qui forcera les femmes à s'habiller comme les islamophobes le décident.

La CAQ incluera une clause grand-père dans sa loi, ce qui signifie que les personnes qui portent des signes religieux qui sont déjà employées de l'État ne perdraient pas leur emploi si elles restent au même poste. Si cela peut soulager plusieurs personnes qui craignent de perdre leur emploi dans l'immédiat, cela hypothèque la liberté des prochaines générations à pratiquer la religion de leur choix à leur façon et empêche les personnes de changer de poste, comme d'accepter une promotion, car elles perdront leur droit acquis. Il faut aussi rapeller que quand la charte des valeurs du PQ était débattue au Québec, plusieurs agressions contre des femmes musulmanes avaient été rapportées. Si la loi de la CAQ passe, le risque est fort pour que les femmes qui béneficieront du droit acquis subissent des pressions et du harcèlement de la part de la société pour se plier à la loi.

De plus, la loi sur l'interdiction des signes religieux de la CAQ ne passe pas le test juridique, si elle passe au parlement, elle pourra facilement être contestée devant les tribunaux. Pour éviter cela, la CAQ veut inclure dans sa loi des dispositions pour pouvoir contourner la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte québécoise des droits et libertés (qui protège la liberté de culte). Ces chartes sont supposées protéger la population des abus racistes, qu'il soient posés par des individus ou par un gouvernement. Que la CAQ veuille les contourner consistue un dangereux précédent.

Un autre projet de loi de la CAQ, le projet de loi 9 : la "Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes" devrait être votée au parlement bientôt. Le ministre Jolin-Barette était tellement pressé d'appliquer sa loi qui vise à choisir des immigrantEs blancHEs, qui parlent français et qui partagent les valeurs québécoises,* qu'il a tenté d'annuler plus de 18 000 demandes de travailleurs et travailleuses qualifiéEs pour obtenir leur résidence permanente dès le mois de février. Les tribunaux ont dû lui rappeller qu'il ne pouvait pas commencer à tout détruire alors que sa loi est encore au stade de projet. Cela n'a donné qu'un sursis aux personnes qui ont fait ces demandes d'immigration, car, si cette loi passe, elles devront recommencer le processus. Ainsi, si le projet de loi est voté au parlement, les critères de sélection seront encore plus discriminatoires qu'avant et basés principalement sur les intérêts économiques des riches et des puissants.

Beaucoup de gens se sont levés pour protester contre les projets de loi xénophobes de la CAQ et comme le gouvernement n'aime pas se faire dire qu'il est raciste, le 26 mars dernier, l'Assemblée nationale a fait passer une motion, déposée par Jolin-Barette et des députéEs des trois autres partis, pour dire que c'est mal de les traiter de racistes. En voici un extrait : « Qu'elle réitère que la nation québécoise, historiquement bâtie sur une identité commune qui fait de nous des Québécois, accepte chaleureusement toute personne souhaitant s'y joindre, y participer et y ajouter son bagage et sa richesse culturelle; Qu'en ce sens, l'Assemblée nationale dénonce fermement les insinuations et les accusations dépeignant les Québécois dans leur ensemble comme un peuple intolérant, xénophobe ou raciste. » Cette motion dit le contraire de ce que disent les projets de loi de la CAQ, alors nous n'avons pas le choix de continuer de dire que le gouvernement est raciste et xénophobe, parce que c'est pas beau mentir, même s'il y a une motion.

Nous devons unir les forces antiracistes pour combattre le gouvernement de la CAQ et nous opposer à ces projets de lois racistes, sexistes et xénophobes qui, non seulement toucheront des dizaines de milliers de personnes, mais risquent en plus d'ouvrir la voie à de plus en plus de dérapages xénophobes.

** Ces valeurs québécoises, mentionnées maintes fois dans le texte du projet de loi, sont celles exprimées par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, celle-là même que la CAQ veut contourner pour faire passer sa loi sur les signes religieux !*

# Appel à l'action du SITT pour le 1er mai

**Ce 1er mai, à 14h, les membre du Syndicat Industriel des Travailleurs et des Travailleuses appellent tous les travailleurs et travailleuses à se joindre à nous au métro Parc pour de la bouffe gratuite, des festivités et une marche populaire dans le quartier ouvrier de Parc-Extension.**

Bastion des luttes sociales depuis longtemps et quartier d'arrivée pour plusieurs immigrantEs à la recherche d'une vie meilleure, Parc-Extension est un centre géographique de la classe ouvrière à Montréal. Plusieurs militantEs, organisations radicales et groupes d'affinités mettent leur énergie à s'organiser contre les tentatives des bourgeois de gentrifier le quartier et contre le sentiment réactionnaire qui vient souvent avec ; en effet, le 1er mai 2018, dans Parc-Extension, quelqu'un sur le toit d'une récente tour de condos a agité un drapeau nazi aux manifestantEs, c'était un symbole flagrant de tout ce qui est pourri dans la société capitaliste occidentale.

Cette année, le SITT appelle les travailleuses, travailleurs,et sympathisantEs à se rassembler pour une manifestation sous le thème du féminisme intersectionnel. Une personne sage a dit « les femmes soutiennent la moitié du ciel et les personnes non-binaires l'autre moitié » et, en effet, la marche de cette année va souligner le travail d'organisation et les luttes auxquelles font face les personnes qui sont opprimées violemment à cause de leur genre. Du genre qui nous a été assigné à la naissance, jusqu'à la façon que nous sommes traitéEs à l'hôpital sur notre lit de mort, l'oppression violente basée sur le genre nous affecte touTEs. Les femmes du Sud Global sont souvent sur la ligne de front, comme prolétaires travaillant dans des conditions dangeureuses pour survivre, à coudre des vêtements de grandes marques vendus en Occident, et à la ligne de tête des luttes révolutionnaires à travers le monde. Alors que les femmes, particulièrement les femmes qui font face à plusieurs axes d'oppression (racisme, capacitisme, etc.) sont souvent victimes du néo-impérialisme, le dernier stade du capitalisme, elles sont souvent sur la première ligne de défense, les premières à lutter et celles qui font le travail d'organisation pour aider à créer un monde meilleur dès aujourd'hui. Des luttes de la guerilla dans la jungle des Philippines et de la Colombie, aux premières lignes de l'organisation anti-autoritaire en soit-disant Amérique du Nord, ce sont les femmes qui mènent les forces du changement révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui.

Cette année, la marche du 1er mai du SITT souligne le sacrifice des camarades du monde entier, que ce soit les braves femmes trans de couleur qui tiennent tête à l'État, les femmes du Rojava faisant face à la mort en se battant pour la liberté contre les odieux réactionnaires de DAESH et l'État turc, les personnes qui font du travail du sexe pour survivre dans ce monde et celles qui poussent les limites de la binarité de genre imposée par l'occident dans leur vie de tous les jours, changeant la façon dont nous voyons le monde et nous aidant à faire notre part pour notre libération collective. Le SITT appelle toutes les personnes qui peuvent à venir à cette marche, qu'elles soient membres ou sympatiques à la cause, et à prendre la rue en grand nombre, en solidarité avec la cause.

Un espace est aussi bien que les personnes qui l'ont créé et qui y travaillent ; le SITT s'efforce de créer un espace sécuritaire, donc aucun comportement dégeulasse sexiste ou raciste ne sera toléré. En effet, à un événement ce jour-là en particulier, avec ce thème en particulier, le SITT et ses membres vont toujours prioriser les voix et la participation des femmes, des personnes trans, des personnes racisées, de la classe ouvrière, les immigrantEs, et al.

Notez qu'après la nourriture et les discours dans le parc, une marche qui se veut accessible aura lieu dans le quartier. Après la marche, un contingent sera organisé et des billets de métro seront distribués aux personnes qui en ont besoin pour se joindre à la manifestation de nos camarades de la CLAC ; SVP, notez que nous sommes déterminéEs à nous joindre à nos camarades à temps pour leur manifestation.

La victoire pendant notre vie ! À bas le sexisme ! À bas le racisme ! À bas l'absolutisme biologique ! Une classe ouvrière organisées est une classe victorieuse !

# MayDay Call for Action by the IWW

**This May Day, at 2PM, the Montreal general membership branch of the IWW calls on all workers to join us at Parc Metro for free food, festivities, and a people's march in the working class area of Parc Extension.**

Long the bastion of social struggle, and a first place for many migrants searching for a place for a better life, Parc Extension represents a geographical center of working class life in the Greater Montreal Area. Many activists, radical organizations, and affinity groups are organizing in full force in the area to prevent new fangled attempts at gentrification and the reactionary sentiment that often comes out of that; indeed at the May Day demo of 2018 in Parc Extension, someone on top of a recently built condominium unit waved a Nazi flag at demonstrators in what was a blatant symbol of everything rotten with the current state of western, capitalist decay.

This year, the IWW calls for fellow workers and sympathizers to come together in what is going to be themed as an intersectional feminist march. "Women hold up half the sky, non binaries the other half" a wise comrade once said and, indeed, this years march will highlight the organizing work and struggles faced by people who are violently oppressed on the basis of their gender. From the gender which we are assigned at birth all the way to how we're treated at the hospital on our death beds, violent gender based oppression affects us all.

Women in the global South are often at the front lines both in survival proletarian work in very unsafe working conditions, sewing up the clothes sold at high mark ups in the west, to the front lines of revolutionary struggle world wide. While women, especially women whom face other axes of oppression (race, ability, etc) are often the first victims of the neo imperialist, late stage capitalist order, women are often the first in the line of defense, the first people in the struggle, and the ones doing the organizing work to help create that better world tomorrow, today. From the guerilla struggle in the jungles of the Philippines and in Columbia, to the front lines of anti authoritarian organizing in so called North America, women are the leading force of revolutionary change in our world today.

This year's IWW May Day march highlights the sacrifice of comrades world over, whether they are the brave trans women of colour facing off the state head on in the imperial core, the women in Rojava literally facing death fighting for freedom against both the abhorrent reactionary forces of DAESH and the Turkish state, people engaging in survival sex work to survive in this world, and the people pushing the limits of the western imposed gender binary in their day to day existence, changing how we understand the world and helping to play our part in our collective liberation. The IWW calls on all people who can make it out to come in solidarity to the march, whether they be members themselves or people whom are sympathetic to the cause, and to take the streets in great numbers in solidarity for the cause.

A space is as good as the people who create and work within it; the IWW strives to create a safer space and as such no sexist, racist, bullshit behaviours will be tolerated. Indeed, especially at an event on such a day with such a theme, the IWW and its members will always prioritize the voices and participation of women, all trans people, racialized people, working class, migrants, et al.

Note that after the food and speeches at the park, a more accessible minded march will take place in the borough. After the march a contingent will be organized and metro tickets will be handed out to those who need it in order to join our comrades at the CLAC demo; please note that we fully intend to join our like minded comrades on time later in the evening at their demonstration.

Victory in our lifetimes! Down with sexism! Down with racism! Down with biological absolutism! An organized working class is a victorious class!

# Les patrons ont toujours tort!
# Bosses are always wrong!

**Un film de la CLAC**

**Les patrons ont toujours tort !**

**Huit heures de sommeil, huit heures de travail et huit heures de loisir. Pendant plus de quarante ans, nous passerons probablement plus de quarante heures par semaine à effectuer une succession de tâches bien souvent insignifiantes.**

Les luttes ouvrières, malgré leurs acquis, ont-elles véritablement affecté l'hydre capitaliste ? Peut-on à la fois améliorer nos conditions de travail, réduire la vitesse d'enrichissement des patrons à nos dépens et tendre vers une société plus égalitaire ?

Dans les dernières décennies, plusieurs courants de pensée libertaires et mouvements sociaux ont développé, en théorie et en pratique, une critique radicale du travail, où le problème fondamental est la centralité du travail dans l'activité humaine, au détriment des autres sphères de l'existence.

Les patrons ont toujours tort ! aborde la transformation graduelle des centrales syndicales en organisations corporatistes, leur acceptation de la logique du marché et de la création d'emplois à tout prix, avec toutes les contradictions que cela implique. Le film se penche également sur différents enjeux trop souvent ignorés par les mouvements ouvriers (environnement, patriarcat, situation des travailleuses et travailleurs migrants, etc.), et met en lumière l'apport des luttes et des analyses féministes et anti-autoritaires en vue d'une réelle émancipation pour tous et toutes. Finalement, quel est le chemin qui nous reste à parcourir et comment éviter les obstacles que nous rencontrons sur notre route ?

**Parce que construire le monde à venir commence par remettre en question les bases de celui d'aujourd'hui.**

**Les patrons ont toujours tort !**
**Bosses are always wrong!**
Moyen-métrage de la CLAC
(30 minutes, français avec sous-titre anglais)
**https://www.clac-montreal.net/fr/node/710**

**Bosses are always wrong!**

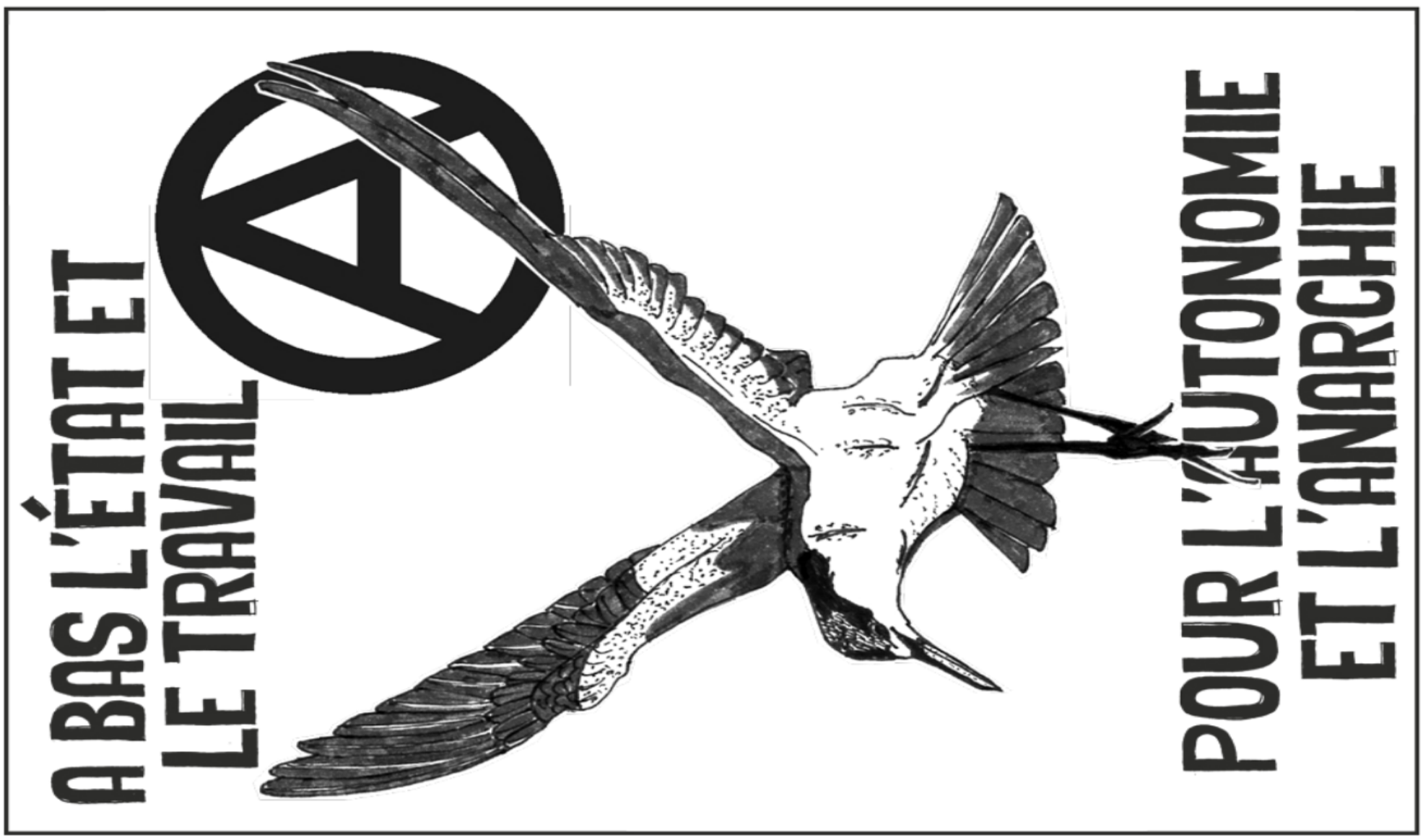
**Eight hours of sleep, eight hours of work and eight hours of leisure. For over forty years, we will most likely spend more than forty hours a week carrying out a series of trivial tasks that require no specific training in order to increase our "efficiency" at work.**

Did workers' struggles, in spite of their achievements, have actually slowed down capitalist growth? Can we both improve our working conditions, reduce the speed of employer wealth accumulation at our expense and strive towards a more egalitarian society?

In the last decades, many libertarian ways of thinking and many social movements have developed — in theory and in practice — a radical criticism of labor, in which the fundamental problem is the centrality of "productive" and wage labor in human activity, at the expense of the other spheres of life.

Bosses Are Always Wrong! examines the gradual transformation of trade unions into corporatist organizations, with their approval of the market logic and job creation at all cost, with all the contradictions that this implies. The documentary also looks into a variety of issues that are too often ignored by labour movements (the environment, patriarchy, migrant worker conditions, etc.) and brings to light the contributions by anti-authoritarian and feminist struggles and analyses that lead toward a genuine emancipation for all. Finally, what is the route along which to move forward and how to avoid the obstacles we will encounter along the way?

**Because building the world to come starts with challenging the foundations of the world as we know it today.**



# Convergence des luttes anticapitalistes

## Impliquez-vous !

La CLAC-Montréal est une organisation large qui souhaite rassembler les militants et militantes anticapitalistes et celles et ceux qui veulent s'impliquer dans les différentes luttes pour changer radicalement le système politique et économique.

Le meilleur moyen pour nous rejoindre est de participer aux assemblées générales de la CLAC, qui sont ouvertes à tous et toutes.

Les personnes qui désirent aller plus loin peuvent s'impliquer dans les différents comités de travail de la CLAC-Montréal. Vous pouvez consulter la liste de ces dits comités dans le menu à droite de notre site internet en cliquant sur "Impliquez-vous". Nous avons aussi toujours besoin d'aide pour différentes tâches, comme de la traduction, du graphisme ou de la mobilisation.

**Toute personne intéressée peut nous écrire à info@clac-montreal.net**

**Visitez aussi notre site internet à clac-montreal.net**

*La CLAC est un groupe de travail du QPIRG-Concordia*
*www.qpirgconcordia.org*

## Principes de fondation de la CLAC-Montréal :

1- La CLAC-Montréal est fondée sur un mode de fonctionnement antiautoritaire et se base sur les principes de l'Action mondiale des peuples (AMP)*, à titre de convergence et de lieu d'organisation pour la gauche anticapitaliste radicale.
2- Le vote individuel constitue la base décisionnelle de la CLAC-Montréal, tout en recherchant activement l'appui et la participation des groupes à ses campagnes et mobilisations.
3- La CLAC-Montréal a le mandat d'organiser deux assemblées régulières par année et des assemblées spéciales peuvent être convoquées au besoin selon la conjoncture.
4- La CLAC-Montréal a le mandat de porter le discours anticapitaliste par l'organisation de campagnes et de manifestations, dont celle du 1er mai de chaque année.

### * Les principes de l'Action mondiale des peuples

1- Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
2- Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.
3- Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
4- Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.
5- Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

# Mercredi, le 1er mai, à 18h30, au Square Cabot, la caravane anticapitaliste emmerde vos frontières et vos prisons !

Pour une personne tentant de fuir des conditions de vie misérables, qu'est-ce qu'une frontière si ce n'est une clôture autour d'une prison ? Après tout, quelle est la différence entre forcer des personnes à vivre dans un endroit contre leur gré et un emprisonnement ? Être forcé de travailler pour une compagnie canadienne, au Honduras, en Haïti, en Colombie ou ailleurs n'est guère mieux qu'être en détention. Une prison dont l'objectif est de produire toutes les cochonneries qui forment la base de notre confort moderne. Ce type de séquestration rend l'exploitation moins visible pour nos sociétés occidentales, mais montre bien que l'esclavage n'a pas disparu ; il a simplement changé d'habits. Ces personnes exploitées ramassent nos fruits, fabriquent nos t-shirts, pêchent nos poissons, meurrent pour que les riches puissent être toujours plus riches, jour après jour, après jour, après jour ...

Lorsque les exploitéEs tentent de se rebeller, les États impérialistes ne sont que trop contents de vendre aux gouvernements, aux groupes armés ou aux gardienNEs de prisons locaux les armes et les outils pour réprimer toute vélléité de changer le système. Des policièrEs en Amérique centrale, des armes en Afrique, des fonds en Asie ... tout ce qu'il faut pour maintenir les populations locales sous contrôle. Tout ce qu'il faut pour soutenir la pyramide chancelante du capitalisme. Dans ces circonstances, comment ne pas voir les caravanes de personnes migrantes comme des personnes fuyant une prison de pauvreté et de misère ? Fuyant une exploitation éternelle ? Or, cette fuite est inacceptable pour notre système impérialiste actuel. Il se construit alors un réseau financé par les États pour kidnapper toutes les personnes qui tentent de se libérer. Un réseau dont l'unique but est de les ramener à leur esclavage initial. Un réseau formé d'agentEs frontalièrEs, de prisons pour familles migrantes, de police de l'immigration. Toute une chaîne s'étirant du Canada jusqu'aux néo-colonies internationales. Une chaîne formée d'enfants emprisonnés pendant des années, de familles éparpillées à travers le monde, de femmes violées, d'hommes tués, d'espoirs assassinés.

Le capitalisme, c'est l'accumulation de la richesse dans le Nord aux dépens du Sud. C'est la construction d'une forteresse capitonnée destinée à une poignée de privilégiéEs, aux dépens de toute décence humaine. Le capitalisme, c'est l'éternelle exploitation pour les trois quart de l'humanité. Ce 1er mai, attaquons les sinistres agents du capital, les mains visibles de ces esclavagistes : l'infrastructure frontalière, les entreprises qui s'enrichissent en construisant des prisons, la machine inhumaine derrière les déportations.

Ce 1er mai, nous emmerdons les frontières, les prisons et tous ces systèmes qui continuent de construire des barrières entre les peuples.

**Ce 1er mai, marchons pour la liberté ! Marchons pour la mort d'un système qui n'a plus rien d'humain ! Marchons contre le Capital !**

# On Wednesday May 1st, at 6:30pm, in Square Cabot, the anticapitalist caravan is back at it again to say fuck your borders and fuck your prisons!

For people fleeing miserable living conditions, what are borders if not fences around prisons? After all, what's the difference between forcing people to live inside arbitrary perimeters against their will and imprisoning them? Being forced to work for a Canadian company in Honduras, Haiti, Colombia, or elsewhere isn't much better than being detained. These companies produce all of the useless junk that forms the basis of our modern comfort. The fact that the factories are so far away from Canada makes the exploitation less visible for westerners, though it is clear that slavery has not vanished; it's only been given a different label. Exploited people pick our fruits, sew our clothes, catch our fish, and die for the rich to get richer, day after day, after day, after day...

When those exploited try to rebel, imperialist states are always happy to sell corrupt governments, armed groups, local prison guards all the weapons and tools to repress anyone who wishes to change the system. Police officers in Central America, guns in Africa, funds in Asia... everything needed to keep local populations under control. Everything needed to support the shaky pyramid of capitalism. Under these circumstances, how can we not see migrant caravans as people fleeing prisons of poverty and misery? Escaping endless exploitation?

This escape is however unacceptable for an imperialist state. States finance complex networks to kidnap freedom seekers and take them back to their original cells where they can waste away working; a network made up of border agents, prisons for migrant families, and immigration police. An entire chain running from Canada to international neo-colonies. A chain made up of imprisoned children, families torn apart, abused women, dead men, and assassinated hopes.

Capitalism is the accumulation of wealth up North at the expense of the global South. It's the construction of a padded fortress destined for a privileged handful, at the expense of all human decency. Capitalism is the eternal exploitation of three quarters of humanity. This Mayday, let's attack the sinister agents of capital, the bloodied hands of slave masters: the border infrastructure, the companies gaining wealth building prisons, the inhuman deportation machine. This Mayday, we say fuck borders, prisons, and all who continue to build fences between peoples.

**This Mayday, let's march for freedom! Let's march for the death of a system that spits on humanity! Let's march against Capital!**

# 1ER MAI 2019
## SANS FRONTIÈRES

**MANIFESTATION ANTICAPITALISTE**

**18H30** SQUARE CABOT ⊕ ATWATER

À BAS LE CAPITALISME

WWW.CLAC-MONTREAL.NET | INFO@CLAC-MONTREAL.NET